

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

Préfecture
Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Direction de la coordination et de la
performance de l'État

Rouen, le

- 9 JUIL. 2012

CLIC Sites isolés

S'est tenue le 5 juillet dernier sous la présidence de M. Hegay secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime la réunion du " CLIC Sites isolés "
Participaient à cette réunion les personnalités qui figurent en liste jointe en annexe .

Approbation du compte rendu de la réunion du 27 janvier 2010

M. Rouziès rappelle que le CLIC devrait se réunir tous les ans, alors qu'il s'est réuni pour la dernière fois il y a deux ans et demi.
A cette réserve près, le compte rendu est approuvé.

M. Le Président rappelle que l'organisation de ces réunions d'échanges et de concertation sont évidemment importantes dans le processus d'instruction des dossiers : Une attention particulière sera portée à leur programmation régulière .

Présentation du bilan du fonctionnement du système de gestion de la sécurité (SGS) et faits marquants

↳ Revima depuis le précédent CLIC

Présentation d'un diaporama par M. Hocquigny. La présentation intègre la description du projet de prise en charge des trains d'atterrissage de petits avions.

M. Rouziès demande des précisions sur l'incident du 11/11/2010, qui semble impliquer la formation des opérateurs. M. Hocquigny indique que lors de cet incident, la cuve de rinçage utilisée n'avait pas été rincée depuis le précédent usage , ce qui explique un mélange de produits ayant donné lieu à formation d'acide cyanhydrique. Le rappel des procédures à l'opérateur et une formation spécifique de rappel a tout le personnel de traitement de surface a permis d'éviter le renouvellement de cet incident.

M. Barbay s'étonne que la solution de l'accident "déflagration" du 26/01/2011, soit de couvrir les bacs. Il craint que cela crée une accumulation d'hydrogène.

M. *Hocquigny* indique que la couverture des cuves se fera au dessus de la ventilation, laissant celle-ci fonctionnelle.

M. *Rouziès* demande sur quels sujets portait la formation au CHSCTE, et si cette formation traite des études de dangers. M. Genet indique qu'il s'agissait d'une formation générale sur la réglementation et sur les missions du CHSCTE.

M. *Rouziès* rappelle que, dans le cadre du SPPPI, une formation avait été sollicitée sur ce thème.

M. *Barbay* alerte sur la filière d'élimination des transformateurs PCB : il faut être certain que la filière fonctionne jusqu'au bout, et ne s'arrête pas au paiement par le client et au retrait du transformateur. Il demande un point de situation, en particulier sur un transformateur sans propriétaire sur la criée de Dieppe, évoqué il y a un an. (la DREAL note la question)

↗ société Butagaz

Cécile Come présente un diaporama retraçant ce bilan.

800 000 euros ont été investis dans un groupe motopompe pour la défense incendie, et dans des modules résistant à la surpression et au feu permettant la mise à l'abri du personnel de gestion du site.

↗ société Brenntag

M. *Malhomme* présente le diaporama correspondant.

M. *Barbay* remarque que, d'après l'arrêté du 15 janvier 2008, les travaux devaient être terminés. Il demande un point de situation. L'exploitant indique que les travaux ont été réalisés selon l'ancien référentiel, mais que les travaux n'ont pas encore été réalisés selon le référentiel de l'AM du 15/01/08

M. *Rouziès* demande le nombre de réunions CHSCT par an.

Réponse : 7 à 8 réunions par an.

Mme *Lebel* souligne que Brenntag est très impliqué dans le dispositif "jeune chimie Normandie", qui vise à former des lycéens sur les questions de sécurité.

La DREAL présente les dernières **évolutions réglementaires** depuis la dernière réunion du CLIC, et les **actions de l'inspection** sur la même période.

M. *Barbay* évoque les comités de suivi de site. La société Collet, voisine de Revima, pourrait y être intégrée. Il s'interroge sur la pertinence de maintenir une CSS "sites isolés". Ce point sera à voir au cas par cas, en fonction de la concentration des entreprises. La question est de savoir le dénominateur commun de ces commissions : le territoire ou la thématique ,

M. *Rouziès* demande si des inspections ont été faites de manière inopinées dans les entreprises considérées : réponse : non, par sur les 9 visites évoquées.

Il demande par ailleurs pour quelles raisons les entreprises Brenntag et Revima ont été prises en défaut et mises en demeure.

M. *Malhomme* explique que l'objet de la mise en demeure concernait une divergence entre les procédures du groupe Brenntag et la réglementation nationale, non relevée par Brenntag.

M. Hocquigny indique que le problème vient du fait que les changements de procédé ne peuvent pas se faire sans l'accord des constructeurs des équipements (Boeing, Airbus...), ce qui rallonge les délais nécessaires pour effectuer un changement. C'est ce délai qui a conduit à ne pas respecter les échéances réglementaires.

L'avancement des PPRT de Caudebec en Caux, Montville et Aumale est présenté par *M. Vilcot*.

Caudebec en Caux : PPRT approuvé le 4 juillet 2011

Aumale : une réduction du risque faisant passer le site Seveso "seuil bas" sera présenté au prochain Coderst. Il n'y aura donc plus de PPRT sur ce site.

Montville : le projet de PPRT est présenté. *M. Hegay* demande aux membres du Clic de se prononcer sur ce document : ce dernier n'appelle pas d'observations de la part du CLIC (pas d'abstentions ni d'avis contre). Il peut être adopté en l'état

Il convient de noter que l'entreprise Brenntag va prendre à sa charge les travaux à engager dans la maison située une zone d'aléa M+ thermique et qui appartient à une dame âgée aux ressources limitées. De la sorte la prescription sera respectée sans peser financièrement sur les ressources de la propriétaire de la maison

M. Barbay regrette que le CLIC ne se réunisse pas suffisamment souvent. Il souligne le fait que dans d'autres CLIC dont la présidence ou le secrétariat ne sont pas assurés par l'état (Port Jérôme), les réunions sont plus fréquentes.

M. Hegay se félicite de cette situation tout en rappelant que certaines commissions s'inscrivent dans un contexte local peu facile, que la constitution de ces commissions n'est pas toujours simple si on souhaite les rendre représentatives, et que la programmation est plus facile dans des commissions créées de longue date car s'installe une habitude de travail qu'il faut peu à peu organiser dans des commissions récentes, et surtout que la charge qui tombe sur l'Etat ne permet pas une disponibilité totale.

A titre d'exemple *M. Hegay* rappelle qu'entre la fin des vacances d'été et la fin de l'année, **45 enquêtes publiques** devraient être lancées par la préfecture ce qui représente une charge importante. Cela témoigne de l'engorgement qui résulte de procédures complexes.

M. Guislin formule quelques questions techniques sur le projet de règlement du PPRT de Montville :

- Page 8 : étude de conformité au PPRT avant construction : il est confirmé que l'on parle bien de permis de construire, et non de déclaration préalable.
- Signalétique pour les chemins de randonnée ; il souhaite des éclaircissements sur ce qu'est un chemin de randonnée
- Page 18 : notion d'extension de nature à améliorer le confort : de quoi s'agit-il ?

Ces questions sont notées par la DDTM et seront traitées au cours de la suite de la procédure

Mme le maire d'Aumale demande dans quel délai le passage de Butagaz au niveau "Seveso seuil bas" va se produire.

M. Vilcot indique qu'un projet d'arrêté préfectoral va être présenté au Coderst du 10 juillet. Dès que l'arrêté sera signé, le site sera considéré comme Seveso "seuil bas".

Ensuite, l'arrêté prescrivant le PPRT sera abrogé.

Un document sera alors envoyé à la Maire pour *porter à sa connaissance* de manière formelle les zones d'effet dangereux.

M. Huart indique que le porter à connaissance ne sera rendu une fois que l'étude de danger d'un autre site (Niproglass) aura été instruite (passage au Coderst prévu en septembre.)

M. Barbay pose la question du stationnement des camions chargés. Où sont-ils garés lorsqu'ils sont chargés en fin de période ouvrable ? Il rappelle que certains industriels ont parfois supprimé des stockages au profit d'une alimentation en flux tendu, qui peut présenter plus de risques.

M. Gray indique que la modification du lieu de stationnement vient justement d'une réflexion menée pour améliorer le stationnement des camions. Les camions seront désormais stationnés sur un parking conforme au règlement sur le transport de matières dangereuses.

Mme le Maire d'Aumale rappelle qu'une famille riveraine de Butagaz qui accueille en son sein une personne handicapée attend avec impatience l'épilogue de ce dossier. Elle pourra désormais rester de manière pérenne dans cette maison.

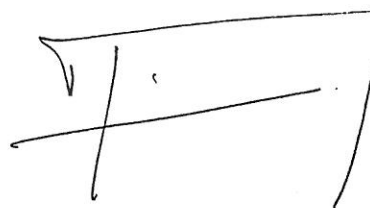
M. Rouziès demande si le risque qui impacte la maison de ce particulier perdure. Il s'interroge sur la prise en charge que butagaz aurait pu faire du coût du PPRT.

M. Guérin remarque qu'environ 600 établissements seveso seuil bas existent en France. Il n'est pas prévu de PPRT pour ces établissements.

M. Gray indique que Butagaz possède 16 sites en France. plusieurs millions d'euros ont été consacrés à la réduction du risque par l'exploitant. Il n'a en revanche pas été possible de payer les travaux chez des tiers car juridiquement cette faculté ne s'avérait pas possible pour Butagaz.

La séance est levée à 17 heures.







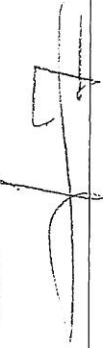

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,



Thierry HEGAY

CLIC SITES ISOLES

Réunion du jeudi 5 juillet 2012 à 14h30 – Salle E. NICOLLE

Nom Prénom	Qualité	Adresse mail	Signature
GENES David	Revima Secrétaire CHSCTE	CHSCTE@revima.fr	
HOCQUIGNY PASCAL	REVIMA RESP. MISE	PASCAL.HOCQUIGNY@REVIMA.FR	
CLAUDE BARBAY	H NNE	clau.de.barbay@free.fr	
Alex Rouziès	URE QUERCYMOISIE Pouen	a.rouziès@lofast.net	
NATHANNE F.	Directeur.	fnathanne@brennvas.fr	
POIS Didier	Secrétaire CHSCT Brennvas	- chsctnorpic@gmail.com entreprise	
FAUCON DANIEL	Maire de St Nicolas de Bugnières	daniel.faucon@orange.fr	
CÔME Cécile	BUTAGAZ Maîtrise des Risques	cecile.come@shell.com	
GRAY ERIC	BUTAGAZ Maîtrise des Risques	eric.gray@shell.com	
LUCOT Aude Virginie	Maire d'Annale	comuneaunale@wanadoo.fr	

Nom Prénom	Qualité	Adresse mail	Signature
SECOURN Jean Pierre	Adjoint au Maire AUMALE	Jp.secourn@wanadoo.fr	
LECOQ FREDERIC	DSMEV 76 CONSEILLER DE PREVENTION	aco76@ac-normen.fr	
GUISLIN Frédéric	Directeur Général des Services VILLE DE MONTVILLE	dgs@mairie-montville.fr	
LEPEL Murielle	ATIC Normandie Manages Pôles Environnement Société Pé	murielle.lebel@un-normandie.fr	
RISPAL Pierre	Chef du service Prévention Travaux - SDIS 76	pierre.rispal@sdis76.fr	
DAUTEL Cécile	Préfecture - SIDAGE DPC	cécile.dautel@seine-martinique.gouv.fr	
HEGAY Thierry	SG Préfecture 76	thierry._____	
Le Bellet.	ref 76 - DEPE	marco-dubois.viel@seine-normandie.gouv.fr	
VIZCOT Julien	DREAL H4 N th	julien.vizcot@developpement-durable.gouv.fr	
GUERIN Jean-François	DREAL	j-f.guerin@developpement-durable.gouv.fr	
Christophe HUART	DREAL HN	christophe.huart@developpement-durable.gouv.fr	
MACÉ Grégoire	DDSM 76	gregoire.mace@seine-martinique.gouv.fr	

Thomas LOMENEDE
 215
 François CARNES-LEDIRAISON
 Prof. DCPE
 DREAL HN
 Prof. DCPE
 thomas.lomene@developpement-durable.gouv.fr
 francois.carnes@seine-martinique.gouv.fr